

# Climat et Biodiversité au Bénin : l'ONG Save Our Planet pour une citoyenneté active

*La 4e édition tant attendue de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, organisée par l'ONG Save Our Planet, s'est ouverte le samedi 9 décembre 2023, à l'université d'Abomey-Calavi. Cet événement a rassemblé des citoyens engagés, des experts et des organisations de la société civile renommées.*



En prenant la parole à l'ouverture de la conférence, Megan Valère SOSSOU, Directeur Exécutif de l'ONG Save Our Planet a salué la présence effective des participants et acteurs invités avant de préciser l'objectif de la Conférence. « Il s'agit d'impliquer activement les citoyens dans la formulation de recommandations stratégiques afin de renforcer les initiatives de lutte contre les changements climatiques et de

préservation la biodiversité au Bénin », a précisé Megan Valère SOSSOU.



En ouvrant officiellement les travaux de la 4e édition de conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, le parrain de l'événement, le Professeur Michel BOKO, a loué l'initiative de l'ONG Save Our Planet, soulignant le lien indissociable entre biodiversité et climat. « C'est pourquoi, je trouve votre initiative très pertinente, et je vous en félicite », a-t-il déclaré.

Le panel inaugural, animé par le Journaliste Fulbert ADJIMEHOSSOU, a jeté les bases des dialogues participatifs. Ce panel a été enrichi par le Professeur Honoraire en Climatologie Michel Boko, la Coordinatrice LABIS Porto-Novo, Laurette Bernisse SOUALY et

Directeur Exécutif de JEVEV ONG, Henri TOTIN. Les échanges ont permis aux experts d'explorer comment transformer la jeunesse et l'innovation au service du climat, de la Biodiversité et du Développement Durable. Ils ont évoqué plusieurs initiatives, dont celles de la valorisation de la jacinthe d'eau en composts, de la transformation des déchets plastiques et de la valorisation des déchets des équipements électriques et électroniques.

Dans son intervention, Henri TOTIN, Directeur Exécutif de l'ONG JEVEV a exposé le projet innovant de son organisation dans la communauté de Ganvié qui consiste à gérer autrement la problématique de la prolifération envahissante des jacinthes d'eau pour libérer le couloir de navigation sur l'eau. Une initiative qui participe au nexus Climat Biodiversité et Développement durable a-t-il indiqué.



Comme à Ganvié dans la commune de So-Ava, à Porto-Novo précisément au Laboratoire d'Innovation Sociale (LABIS), l'innovation, l'employabilité et l'engagement citoyen sont au cœur des actions. Pour Laurette Bernisse SOUALY, sa Coordonnatrice, « dans le contexte actuel, on ne peut pas parler de la citoyenneté, de l'entreprenariat, de l'employabilité sans parler des questions liées à l'environnement ».



Parlant d'innovation au service de l'environnement, le Professeur Michel BOKO encourage vivement les jeunes à innover pour répondre aux défis climatiques et écologiques. Cependant, il invite à la vigilance en matière d'innovation pour ne pas créer un autre problème pour l'environnement ou pour l'Homme se basant sur le cas de la valorisation des plastiques, dont les substances sont extrêmement dangereuses pour l'homme et pour l'environnement. Ce panel inaugural enrichissant a planté le décor aux panels de renforcement de capacité et de partage d'expérience.



Ainsi, la première intervention dans ce cadre a été menée par Carin GOGAN, Expert Senior en Suivi Évaluation et capitalisation au Projet BENKADI, qui a mis en lumière le rôle de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile (PASCiB) dans l'Adaptation basée sur les Écosystèmes du Projet Benkadi. Cette présentation a souligné l'importance de l'engagement de la société civile dans les initiatives d'adaptation locale.

Étienne Houédoté DEGBOE, Directeur Exécutif par Intérim de l'ONG SOS Biodiversity, a ensuite analysé le nouveau cadre mondial sur la biodiversité, partageant les expériences

fructueuses de son organisation en matière de conservation de la biodiversité au Bénin. Horace Fiacre Enock KPOSSI, MSc en Gestion des Aires Protégées et Réserves de Biosphère, a ensuite présenté des perspectives sur la gestion efficace de ces aires face aux menaces terroristes émergentes en Afrique de l'Ouest, mettant en avant l'implication des communautés locales et la mise en place de numéros verts pour renforcer la sécurité.

La particularité de ce panel en ligne est la coopération avec les experts du nord sur le rôle de l'innovation dans le nexus Climat-Biodiversité et Développement Durable. Cette session en ligne a été animée par Giraud TOGBE, journaliste scientifique au Sénégal avec pour invitées : Pauline MODRIE, Conseillère en Développement Durable, et Flore Fiers, Chargée de projet spécialisée en Innovation. Les intervenants ont souligné l'importance des petites solutions durables et de l'application pratique des innovations au quotidien au service du développement durable.

Les chercheurs Mireille ODOUNFA et Paulette GUEDEZOUME, du LABEF, ont ensuite abordé la nécessité d'introduire l'intelligence artificielle dans l'agriculture, soulignant les avantages des modèles d'apprentissage automatiques et des algorithmes pour une agriculture plus intelligente et adaptative. Dans sa présentation sur le rôle des médias dans le nexus Climat Biodiversité et Développement, Fulbert Adjimehossou, Secrétaire général du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), a fait une analyse anatomique de l'univers médiatique croisé aux enjeux environnementaux. Il a souligné le rôle crucial des médias dans la sensibilisation autour des questions environnementales, en particulier sur les changements climatiques et la biodiversité. Il a encouragé les médias à aller au-delà des comptes-rendus factuels et à initier des enquêtes approfondies pour mieux informer et sensibiliser les populations.

La conférence a également inclus une simulation de négociation climatique, impliquant diverses parties prenantes telles que les entreprises et les Organisations de la société civile. Cette immersion a offert aux jeunes participants une compréhension approfondie des différents aspects d'une négociation climatique, renforçant ainsi leur capacité à défendre la justice climatique.

La particularité de cette nouvelle édition de la Conférence a été la distinction honorifique « Eco Awards Benin ». En effet, l'ONG Save Our Planet a distingué ses membres les plus actifs et qui ont contribué ardemment à atteindre ses objectifs ces dernières années à travers Eco Awards Benin. Une vingtaine de membres dans plusieurs catégories. La clôture de la conférence a été marquée par l'annonce d'une déclaration citoyenne, synthèse des contributions des participants et experts, destinée aux autorités politico-administratives pour influencer les politiques de développement.

La 4e édition de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin a été un succès retentissant, soulignant l'engagement continu de l'ONG Save Our Planet dans la promotion de solutions innovantes et durables pour relever les défis environnementaux majeurs.

*Venance Ayebo TOSSOUKPE*

---

**GIRE et bonne gestion des  
eaux usées: AGIR EAU/GIZ et**

# Le RAMEC pour un plaidoyer efficace

*Du 23 au 24 novembre, Porto-Novo a accueilli un atelier de formation rassemblant les journalistes émérites des médias béninois, en particulier ceux du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC). Organisé par le Projet AGIR Eau de la GIZ en collaboration avec le Ministère de l'Eau, cet événement visait à sensibiliser et former les journalistes sur l'importance de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et la nécessité d'une bonne gestion des eaux usées.*



Atelier AGIR EAU GIZ en salle

L'atelier a débuté par une cérémonie d'ouverture officielle, marquant le commencement de deux jours d'activités intenses. Les participants ont bénéficié de modules variés couvrant le

secteur de l'Eau au Bénin, notamment la GIRE, l'état actuel de la gestion des eaux usées, ainsi que les implications des changements climatiques sur la GIRE. Ces sessions ont permis d'approfondir la compréhension des journalistes sur ces enjeux.



#### Visite de terrain à Dangbo

Le moment fort de l'atelier a été la descente sur le terrain, où les hommes des médias ont pu observer de près les efforts déployés par le Projet AGIR Eau/GIZ en matière de gestion intégrée des ressources en eau à Dangbo et d'assainissement au centre ville de Porto-Novo. Cette immersion sur le terrain a offert aux journalistes une perspective concrète et enrichissante sur les initiatives mises en place.

Cette initiative collaborative entre la GIZ, le Projet AGIR Eau, et le RAMEC témoigne de l'importance de réunir les médias, les experts, et les organisations engagées pour sensibiliser sur des questions cruciales telles que la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et la bonne gestion des eaux usées. Les journalistes, issus de toute l'étendue du



territoire national et de divers médias (Radio, Télévision, Presse écrite et en ligne), formés lors de cet atelier, deviennent ainsi des porte-paroles informés capables de diffuser des informations essentielles sur la protection des ressources en eau au Bénin.

---

## **Le RODER Bénin outille ses membres et donne de la voix en faveur des énergies renouvelables**

*Dans le cadre de son engagement continu pour le développement des énergies renouvelables au Bénin, le Réseau des Organisations pour le Développement des Energies Renouvelables (RODER) a réuni ses membres lors d'une importante rencontre du 30 novembre au 1er décembre 2023 à la Direction de la Planification Energétique, Electrification Rurale et Réglementation (DPER) Ex Direction Générale des Ressources Énergétiques (DGRE) à Akpapka, Cotonou.*



L'objectif principal était de renforcer les connaissances et compétences des participants sur les technologies des biodigesteurs ainsi que sur les techniques de plaidoyer et de lobbying. L'atelier a attiré plus de 25 participants, représentant diverses Organisations de la Société Civile (OSC) et Organisations Non Gouvernementales (ONG) membres du RÔDER Bénin et experts du secteur.

Le représentant de Bio Gaz Bénin a partagé ses connaissances sur les biodigesteurs, mettant en lumière les avantages tels que la valorisation des déchets, l'utilisation d'énergie propre, la production de fertilisants agricoles et la lutte contre les changements climatiques.

Cette session a également offert aux membres du RÔDER l'opportunité de se familiariser avec les textes régissant leur réseau. À travers des travaux de groupe, ils ont formulé des propositions pour le plan de travail 2024, englobant le renforcement de la visibilité nationale du RÔDER, le plaidoyer

pour l'accès aux énergies renouvelables, et bien d'autres actions. Le Roder dont la coordination est assurée par JVE Bénin accompagné de l'Association Bénin Energie, Right to light et JEVEV ONG.



Suite à ce moment de partage enrichissant, les participants ont initié une caravane en faveur des énergies renouvelables. Ils ont saisi l'occasion pour exprimer leur soutien dans le contexte de la COP 28 à Dubaï aux Émirats Arabes Unis.

Dans une démarche citoyenne et collective, les membres du Roder ont uni leurs forces dans une Caravane de plaidoyer en direction de la COP28. À travers cette mobilisation citoyenne, le Roder a exprimé son plaidoyer en faveur d'une transition énergétique rapide, équitable et durable.

Cette initiative soutenue par le Projet COOP-ARE piloté par le CESA0-AI concrétise l'engagement du Roder Bénin envers la protection de l'environnement, démontrant la puissance

collective des OSC et ONG pour influencer positivement les politiques environnementales et promouvoir des pratiques durables.

*Megan Valère SOSSOU*

---

# **Grand-Popo et Athiémè : Une Caravane pour la justice climatique et l'intégration de l'Adaptation Basée sur l'Écosystème dans les Plans de Développement Communaux**

*Le 14 et 15 novembre 2023, les villes de Grand-Popo et Athiémè ont accueilli une initiative majeure visant à sensibiliser et plaider en faveur de l'intégration de l'Adaptation basée sur l'Écosystème (AbE) dans les Plans de Développement Communaux (PDC). Organisée dans le cadre du projet BENKADI, cette caravane de sensibilisation a été coordonnée et animée par l'ONG JVE BENIN, mandatée par le Projet BENKADI.*





L'objectif de cette caravane était de donner une voix aux communautés locales, mobiliser les acteurs locaux et sensibiliser sur l'importance cruciale d'intégrer l'AbE dans les PDC, renforçant ainsi la résilience face aux changements climatiques et promouvant la durabilité environnementale.

À Grand-Popo et Athiémè, une cinquantaine de participants issus de divers secteurs ont activement participé à cette caravane, scandant des chants et des slogans tels que « AbE PDC » pour rythmer le parcours jusqu'à la mairie, lieu symbolique où le plaidoyer a pris toute son ampleur. La déclaration de plaidoyer des communautés a été remise aux autorités municipales.



Dans la commune d'Athiémè, le Secrétaire Exécutif a officiellement reçu la déclaration, exprimant chaleureusement son engagement à prendre en compte les préoccupations de la communauté. À Grand-Popo, c'est le Chef du Service Environnement qui a pris la déclaration, affirmant l'engagement de la mairie à intégrer les préoccupations communautaires.

Les engagements pris par les autorités municipales portent sur l'intégration de l'AbE dans les PDC, le développement et la mise en œuvre des politiques locales favorisant les pratiques d'AbE, ainsi que la promotion de la durabilité environnementale.





À la fin de cette initiative, plusieurs résultats concrets ont été obtenus, dont un fort engagement communautaire, une influence sur les décideurs locaux pour l'inclusion de stratégies AbE dans les PDC, et le renforcement de la résilience communautaire face aux changements climatiques.



Cette caravane a clairement fait entendre la voix des communautés et a eu un impact positif sur les décideurs locaux. Les résultats obtenus démontrent que la mobilisation communautaire est une force catalysatrice pour promouvoir des politiques locales adaptatives et durables. Les engagements des autorités locales et la participation active des communautés marquent une avancée significative vers la création de communautés plus résilientes et durables face aux défis environnementaux.

---

## **Projet BENKADI : Pêcheurs et**



# agriculteurs s'engagent pour une Gestion Durable des Terres et des Ressources en Eau

*Les communautés agricoles et de pêche de Grand-Popo et Athiémè ont été aguerries au cours des sessions de formation tenues, les 14 et 15 novembre 2023. Il s'agit d'une série d'ateliers de formation, organisé par l'ONG JVE BENIN, dans le cadre du Projet BENKADI. L'objectif est de renforcer les capacités adaptatives des associations de pêcheurs et d'agriculteurs, en mettant l'accent sur la Gestion Durable des Terres (GDT) et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).*



Formation à Grand Popo



Les sessions interactives à Grand-Popo et Athiémè ont réuni des acteurs variés, notamment des pêcheurs, des mareyeuses, des maraîchers, des producteurs de plantain, de maïs et de riz. Les deux axes majeurs de la formation, la GDT et la GIRE, ont été présentés de manière à susciter un vif intérêt, favorisant ainsi l'apprentissage de solutions et de bonnes pratiques.

L'approche participative a été privilégiée pour impliquer au maximum les participants, suscitant un intérêt accru et facilitant l'échange de connaissances. À l'issue de l'atelier, les associations de pêcheurs et d'agriculteurs ont pris des engagements concrets, démontrant leur volonté d'adopter des pratiques durables.



Formation à Athiémé

Chantal MESSAN, secrétaire de l'Association des Femmes Mareyeuses de NONVILONLON, témoigne que c'est une première pour elle d'acquérir ces compétences. Elle envisage de les



appliquer pour optimiser ses pratiques agricoles et accroître son autonomie tout en renforçant sa résilience face aux changements climatiques. « L'eau et la terre sont au cœur de nos activités. Grâce à cette formation, nous avons une idée de comment utiliser efficacement ces ressources pour une agriculture durable » a souligné Gaétan AMOUZOUN, Président de l'Association du Riz EVOLUA.

De même, Ghislaine TEYI, Trésorière de l'Union Communale des Coopératives des Maraîchers « La Lumière » (UCCM « La Lumière »), exprime sa satisfaction d'avoir suivi cette formation. Elle est convaincue que cela lui fournira les moyens d'augmenter la productivité de ses produits tout en réduisant les impacts environnementaux.



Enfin, les agriculteurs se sont engagés à promouvoir la conservation de l'eau, à adopter des pratiques agricoles durables et à sensibiliser leur communauté aux enjeux environnementaux. De leur côté, les pêcheurs ont pris



l'engagement d'adopter des pratiques de pêche respectueuses de l'écosystème, évitant la surpêche et la destruction des habitats marins, tout en partageant leurs connaissances pour promouvoir des pratiques durables au sein de la communauté.



Les résultats de la formation sont manifestes, avec un nombre élevé de participants et un intérêt vif témoignant de l'impact positif de l'initiative. Les associations sont désormais mieux outillées pour faire face aux enjeux environnementaux, renforçant ainsi la résilience des communautés agricoles et de pêche. La collaboration renforcée entre les pêcheurs et les agriculteurs ouvre ainsi la voie à une synergie d'action face aux défis environnementaux et climatiques pour des communautés plus résilientes et durables.

**Megan Valère SOSSOU**



---

# GREEN KIDS À COTONOU : L'ONG ATINSSA ÉCLAIRE LA CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE DES ENFANTS

*Ils étaient nombreux à répondre présents à l'appel de l'ONG ATINSSA et de ses partenaires pour participer au Green Kids ce samedi 25 novembre 2023 à Cotonou. Ces enfants épris de la protection de l'environnement ont passé une journée ludique et pédagogique en faveur de la protection de l'environnement. Il s'agit du Green Kids, une initiative de l'ONG Atinssa en partenariat avec l'ONG Havre de Paix et l'Association humanitaire Verre d'Eau Fraiche.*



**Photo de famille / Green Kids**

L'événement a été honoré par la présence du duo dynamique, Cynthia Hégron et Anas Seko, membres de l'association ATINSSA,

du jeune animateur communautaire Pothin Adanvessi, et d'une représentante de l'ONG Havre de Paix. Tous ont été chaleureusement accueillis par les membres de l'Association humanitaire Verre d'Eau Fraiche et les enfants participants.

Dès le début, l'enthousiasme des enfants était palpable alors qu'ils créaient des groupes de jeux et désignaient leurs capitaines d'équipe. Les activités qui ont suivi ont inclus la sensibilisation à la gestion des déchets, le jeu Atinssa Quiz, le jeu sur la culture du « jeter par terre », et enfin, le ramassage de déchets.



La sensibilisation à la gestion des déchets a constitué le fondement de la journée, offrant aux enfants une compréhension approfondie des systèmes de gestion des déchets, du tri, et de l'importance cruciale des poubelles. Chaque équipe, munie de feuilles et de stylos, a pris des notes pour le jeu « Atinssa Quiz ». Ces équipes ont collaboré pour mettre en pratique les connaissances acquises, le jeu animé par Pothin Adanvessi offrant un moment d'apprentissage dynamique où la rapidité et la précision étaient récompensées.

Un autre jeu, axé sur la culture du « jeter par terre », a permis aux enfants d'expérimenter concrètement l'importance de l'utilisation des poubelles pour une gestion responsable des déchets. Les yeux bandés et munis de sacs poubelles, ils ont souligné le rôle individuel dans la préservation de l'environnement.





La dernière activité a été le ramassage des déchets, où les enfants ont trié les déchets plastiques, électriques et organiques dans leur rue, prenant ainsi une action concrète pour comprendre et réduire la pollution environnementale.

Cette journée mémorable initiée par l'ONG ATINSSA s'est conclue par des notes de satisfaction de Cynthia Hégron d'ATINSSA, de la représentante de l'ONG Havre de Paix, et du président de l'Association humanitaire Verre d'Eau Fraiche.



Cette expérience exceptionnelle avec les enfants témoigne que la sensibilisation environnementale peut être une aventure à la fois ludique et éducative. En collaboration avec ses partenaires, l'ONG ATINSSA a réaffirmé son engagement à continuer d'inspirer les jeunes générations à prendre des mesures concrètes pour un avenir plus durable.

# **FESTISOL 2023 : l'ONG Save Our Planet sensibilise à la préservation des semences locales**

The NGO Save Our Planet highlighted the critical importance of preserving local seeds to ensure agricultural biodiversity and food sovereignty during the FESTISOL COLLINES 2023 event. Held November 2023 at the National School of Biosciences and Applied Biotechnologies in Dassa-Zoumé, the initiative aimed to raise awareness among children, students, and agricultural professionals. Executive Director Megan Valère SOSSOU discussed the threat posed by multinational corporations pushing non-reproducible industrialized seeds on underdeveloped countries. Attendees were urged to join the fight for preserving these seeds to protect farmers' rights and promote sustainable, equitable farming. The event also featured a public debate on conservation methods and challenges.

---

## **Projet Benkadi: le Bénin**



# **actualise son dossier MAB UNESCO en intégrant de nouveaux sites**

Between November 7-9, 2023, significant progress was made in biodiversity preservation in Benin, with the approval of management plans for nine new sites, including the Mono and lower Ouémé valley. This momentous event, a result of meticulous work by a group of consultants under MAB UNESCO, CENAGREF, and the Benkadi Project, highlights a substantial advancement in sustainable practices for managing natural reserves. The integration of these nine new sites into the MAB UNESCO dossier underlines Benin's ongoing commitment to conserving its natural wealth and exceptional biodiversity. The plan's conformity with MAB UNESCO's rigorous standards demonstrates the stakeholders' substantial efforts in this process.

---

## **Préparation de la COP28: les jeunes, OSC, négociateurs et acteurs étatiques s'activent**

The increasing threat of climate change, emphasized by a recent IPCC report, prompts Benin to prepare for COP 28 in Dubai. In a workshop spearheaded by the Ministry of Living Environment and supported by the PASCIB, different stakeholders gathered to consolidate solutions to major issues like rising sea levels, frequent flooding, drought, which threaten vital sectors like agriculture, water, and local

economies. The national preparation aims to unify all parties' stances in climate change combat and to contribute significantly to local community follow-ups.

---

## **Dialogue ouvert à Parakou : les acteurs échangent pour la résilience climatique**

The NGO Save Our Planet organized a fruitful dialogue on November 4, 2023, including diverse experts, citizens, and passionate farmers, to discuss the climate impacts in Benin and other African countries. They stressed the need for localized resilience strategies, farmer education, and climate justice. The participants emphasized the negative consequences of increased agricultural modernization and persistent climate change without appropriate interventions.

---

## **Concassage de granite à Parakou : Entre survie et risques sanitaires**

Bénin, like other West African countries, aims for development but struggles with youth underemployment and unemployment. Many citizens are compelled to do risky, dangerous jobs, such as the granite quarry workers in Parakou, who lack protective

equipment and expose themselves to numerous diseases. They are appealing for government assistance and social support for better working conditions.

---

## **Pisciculture : La vie reprend près du lac Toho au Bénin**

In May 2018, Lake Toho in south-west Benin experienced mass fish deaths. Since then, locals have pivoted towards aquaculture with support from the West Africa Coastal Areas Resilience Investment Project (Waca ResIP). The results have been encouraging with productivity increasing significantly. This transition aims to boost the national fish production, which is mainly artisanal and accounts for over 75% of the national output.

---

## **Protection côtière : À Hillacondji, l'océan bat en retraite**

Coastal protection works at Grand Popo, on the border with Togo, have shown promising results. The constructions stabilized the coast and safeguarded populations long tormented by severe coastal erosion. Marked erosion escalated in 2012, threatening to deprive Benin of more than 12027 km<sup>2</sup> of its territorial waters. Cooperation between Benin and Togo



reversed the threats. And now, the ocean has receded back 200 meters from its position in November 2022, eliminating the risks of sea surge-related floods. Recreational developments are planned post-stabilization.

---

# **Le Réseau des Organisations de Jeunesse pour l'Environnement et le Climat au Bénin mis sur les fonts baptismaux**

*Le dimanche 22 octobre 2023, marque le début d'une nouvelle ère dans la vie des organisations de jeunesse engagées pour la protection de l'environnement au Bénin. Le Réseau des Organisations de Jeunesse pour l'Environnement et le Climat au Bénin a été officiellement lancé.*



**RÉSEAU DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE POUR  
L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT AU BÉNIN**

Ce réseau, regroupant une vingtaine d'organisations de jeunesse déterminées, est une réponse proactive à l'urgence climatique et environnementale au Bénin. Il vise une synergie d'action entre les organisations de jeunesse pour plus d'impacts significatifs au sein des différentes communautés.

L'une des pierres angulaires de ce réseau est la volonté de partager des expériences, des compétences et des ressources entre organisations environnementales de jeunesse au Bénin. La synergie d'action est perçue comme un levier essentiel pour renforcer les actions entreprises et influencer positivement les politiques et les comportements individuels en faveur de l'environnement.

Face aux problèmes climatiques et environnementaux que subissent les communautés Rurales et urbaines du Bénin, des organisations de jeunesse ont décidé de s'unir pour former un réseau solidaire et engagé. Le réseau souhaite promouvoir

l'engagement, la créativité et le dynamisme pour susciter des changements durables dans les politiques et les comportements individuels.

A noter, qu'au cours de l'Assemblée générale constitutive, plusieurs membres ont été élus pour siéger au bureau national du Réseau. Il s'agit de:

- Megan Valère SOSSOU, Coordonateur national.
- Evelyne KADJA, Coordinatrice nationale adjointe.
- Stanislas OUSSOUKPEVI, Secrétaire Général.
- Brunelle GUEZODJE, Secrétaire Générale adjointe.
- Bernice GBEBIOHO, Trésorière Générale.
- Ange KOTIN, Trésorier Général Adjoint.

Et Luc ADETONA, Organisateur Général. Ces jeunes leaders dévoués incarneront le leadership du ROJEC Bénin et travailleront ensemble pour atteindre les objectifs ambitieux du réseau.

En créant ce réseau, ces organisations de jeunesse entendent renforcer leur capacité d'agir en tant que jeunes acteurs de la société civile. Ils aspirent ainsi à contribuer à un Bénin plus durable et respectueux de l'environnement pour les générations présentes et futures. Le Réseau des Organisations de Jeunesse pour l'Environnement et le Climat au Bénin (ROJEC Bénin) est un pas en avant vers la synergie d'action tant souhaitée pour toutes les organisations de la société civile militant en faveur de l'environnement au Bénin.

***Stanislas OUSSOUKPEVI (SG ROJEC BENIN)***

---



# La Côte d'Ivoire Rejoint le RAMPAO pour la Protection Marine en Afrique de l'Ouest

*Une étape historique a été franchie dans le domaine de la préservation des aires marines protégées en Afrique de l'Ouest avec l'annonce de l'adhésion de la Côte d'Ivoire au Réseau régional d'Aires Marines Protégées en Afrique de l'Ouest (RAMPAO). Le Conseil d'Administration du RAMPAO a approuvé cette adhésion à l'unanimité lors d'une réunion tenue à Dakar le 31 octobre 2023.*



Ce  
tt  
e  
dé  
ci  
si  
on  
ma  
rq  
ue  
un  
to  
ur  
na  
nt  
si  
gn  
if  
ic  
at  
if  
da

ns  
la  
co  
op  
ér  
at  
io  
n  
ré  
gi  
on  
al  
e  
vi  
sa  
nt  
à  
re  
nf  
or  
ce  
r  
la  
pr  
ot  
ec  
ti  
on  
de  
la  
ri  
ch  
es  
se  
ma  
ri  
ne

et  
cô  
ti  
ère  
e  
da  
ns  
la  
ré  
gi  
on  
. Elle  
le  
at  
te  
st  
e  
de  
l'  
en  
ga  
ge  
me  
nt  
de  
la  
Côte  
d'  
Iv  
oire  
en  
fa  
ve  
ur



de  
la  
co  
ns  
er  
va  
ti  
on  
de  
s  
éc  
os  
ys  
tè  
me  
s  
ma  
ri  
ns  
,  
et  
el  
le  
s'  
es  
t  
dé  
jà  
tr  
ad  
ui  
te  
pa  
r  
la  
cr  
éa

ti  
on  
de  
l'  
Aire  
Ma  
ri  
ne  
Pr  
ot  
ég  
ée  
de  
Gr  
an  
d-  
Bé  
ré  
by  
,  
ét  
ab  
li  
e  
pa  
r  
dé  
cr  
et  
pr  
és  
id  
en  
ti  
el  
n°

20  
22  
-4  
48  
le  
6  
ju  
il  
le  
t  
20  
22  
.

M. Degrâce N'da Kognan, Directeur de l'Écologie et de la Protection de la Nature au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) de Côte d'Ivoire, a souligné que cette adhésion au RAMPAAO favorisera la création de synergies entre les gestionnaires d'AMP, ainsi qu'entre les gestionnaires et les acteurs techniques impliqués dans la gestion des Aires Marines Protégées en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire s'engage ainsi à œuvrer en conformité avec ses engagements internationaux pour la préservation de l'environnement marin.

Les Aires Marines Protégées jouent un rôle crucial dans la préservation de la biodiversité, la restauration des habitats côtiers et la promotion de la pêche durable, entre autres. Leur importance en tant que solutions fondées sur la nature pour atténuer les effets des changements climatiques, particulièrement dans les régions vulnérables de l'Afrique de l'Ouest, est incontestable.

Pour Marie Suzanna TRAORÉ, Secrétaire Exécutive du RAMPAAO, la biodiversité marine transcende les frontières, et l'unité d'engagement est essentielle pour fédérer les actions en faveur d'Aires Marines Protégées fonctionnelles en Afrique de l'Ouest. Le RAMPAAO attend avec enthousiasme la collaboration



avec les autorités ivoiriennes, les organisations de conservation et toutes les parties prenantes pour promouvoir la gouvernance partagée des AMP.

La Côte d'Ivoire se joint ainsi aux huit pays membres actuels du réseau RAMPAAO, qui compte déjà une cinquantaine d'Aires Marines Protégées. Cette expansion du réseau renforce l'efficacité de la protection des écosystèmes marins et côtiers dans la région.

Rappelons que le Réseau régional d'Aires Marines Protégées en Afrique de l'Ouest (RAMPAAO) est une organisation dédiée à la gouvernance et à la gestion des Aires Marines Protégées dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Il couvre les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et supervise actuellement une cinquantaine d'Aires Marines Protégées. Le RAMPAAO travaille en étroite collaboration avec les pays membres, les gestionnaires des AMP et les communautés locales pour promouvoir la conservation de la biodiversité marine et la restauration des habitats marins et côtiers.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Le consortium AMSHART – ANEB lance la 3e édition de la Salubrité Zogbodo Gan à Gbègnigan**

*Ce 04 novembre 2023, à petit Tokpa, à proximité de l'ancien commissariat, non loin du bar Pêlé Mêle à Gbègnigan, a eu lieu le lancement officiel de la 3ème édition de la compétition de*

salubrité « Zogbodo Gan ». Cet événement qui rassemble cinq quartiers : Togbin Dahô, Togbin Kpèvi, Togbin Fandji, Gbègnigan et Allègléta, est mis en place dans le cadre d'une initiative conjointe du consortium des ONG Amshart et Aneb.



Lancement 3e édition de la salubrité ZOGBODO GAN

La cérémonie officielle a été présidée par Sinsin Gansou M. Léontine, représentante du directeur départemental du cadre de vie et des transports de l'Atlantique. Elle était entourée du Président du Jury, de Sonon Théhouéa, Directeur exécutif de l'ONG Amshart et chef de file du consortium, du coordinateur de l'ANEb, du conseiller représentant du CQ Gbègnigan, et de la délégation des trois quartiers Togbin.

Le concours se déroulera en quatre sorties simultanées dans les cinq quartiers, respectivement les 10, 18, 26 novembre et 4 décembre. Le jury effectuera deux descentes les 18 et 9 décembre. La proclamation des résultats est prévue pour le 12 décembre 2023 à Togbin. Cette année, les prix décernés ne se

limiteront pas à de simples certificats, mais incluront également des enveloppes, aussi modestes soient-elles.

Un appel a été lancé aux âmes charitables pour soutenir cette noble cause en fournissant du matériel de travail, des équipements de protection individuelle, et en contribuant au rafraîchissement des bénévoles.



### Salubrité ZOGBODO GAN

Lors de cette occasion, Togbin Dahô, lauréat du 1er Prix lors de la 1ère Édition en 2021, a émis des recommandations essentielles :

Il a appelé les Chefs de Quartier à collaborer étroitement pour mobiliser les populations en faveur de la salubrité.

Il a insisté sur l'importance de l'application de la réglementation en matière d'hygiène publique, conformément à l'Article 27 de la Constitution du Bénin, afin de décourager



l'incivisme croissant qui entrave le travail des bénévoles. Cela inclut la gestion rigoureuse des WC publics, la gestion des déchets et la préservation des eaux de Djessin. Selon GBETIE Adolphe, sans ces conditions, l'initiative risque de perdre de son sens.

Le lancement a bénéficié du soutien de la SGDS (Société de Gestion des Déchets Solides) par le superviseur de la zone Pré-collecte 37 et Lot Salubrité 36, Assogba Max, ainsi que d'Adjovi Kpehounton Rodolphe, promoteur de la PME « La Volonté de Vaincre 2V » couvrant la Zone 37. Ils ont effectué une visite sur les lieux du lancement et ont envoyé un tricycle pour le ramassage systématique des déchets amassés.

Cette 3ème édition de la Salubrité Zogbodo Gan promet d'être un événement majeur pour la préservation de l'hygiène publique et l'unité des communautés locales.

***Megan Valère SOSSOU***

---

## **Conservation de la biodiversité : Waca Bénin compte sur les femmes**

*Du Lac Toho à la mare aux crocodiles de Tannou, dans les départements du Mono et du Couffo, au sud-ouest du Bénin, les femmes deviennent progressivement les gardiennes de la biodiversité. Les Coopératives financées par le Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (Waca ResIP) transforment des vies, tant celles des membres de la faune que de la flore.*



### *Une coopérative de femmes*

Alors que le soleil se retire derrière les buissons de Kpoba, commune de Djakotomey, à 140 km au nord-ouest de Cotonou, Houefa Bodrenou, ne se presse pas pour autant pour dévoiler la magie qui s'opère dans la coopérative Gbénondjou dont elle est la secrétaire générale. « Ne vous inquiétez pas. Même s'il fait tard, nous disposons d'un panneau solaire qui illumine nos vies et nous permet de poursuivre nos activités », confie-t-elle. Cette source d'énergie renouvelable, tout comme de nombreux autres équipements, a été acquise grâce au financement du Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (Waca ResIP).

Ce qui améliore significativement, depuis 2022, la productivité de ces femmes spécialisées dans la transformation du manioc en Gari et dérivés. « Waca nous a dotées de magasins et de salles de transformation, de tricycles, de bassines, d'un château d'eau, de machines à rappeuses et de ressasseuses. Cela nous a permis de passer d'une production de deux sacs de 315 kg par semaine à dix sacs. Nos vies ont

changé. Nous pouvons désormais éduquer nos enfants et soutenir nos maris dans la gestion du foyer », se réjouit Houefa Bodrenou.

En choisissant de soutenir ces femmes de Kpoba, le projet connu sous son acronyme anglais Waca (West Africa Coastal Areas Program) vise à réduire les pressions sur les ressources naturelles. « Beaucoup pensent que nous sommes concentrés principalement sur la lutte contre l'érosion côtière. Cependant, il y a le Fonds pour l'Environnement Mondial, qui ne finance pas les infrastructures grises, mais qui appuie la préservation de la biodiversité et la lutte contre la pauvreté », explique Abdou Salami Amadou, responsable des activités, sous financement du Fonds pour l'Environnement Mondial à Projet Waca ResIP-Bénin.

### **Aider les femmes, signifie protéger « l'hippopotame »**

A Kpoba, l'appui cible principalement l'Aire Communautaire de Conservation de la Biodiversité d'Adjamé qui fait partie de la Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Mono, reconnue par l'UNESCO en 2017. Le site situé dans l'arrondissement de Kpoba sur la rive Est du Fleuve Mono, abrite diverses espèces de faune, dont l'hippopotame, le sitatunga (*Tragelaphus spekei*) en danger dans la région, et le singe à ventre rouge (*Cercopithecus erythrogaster erythrogaster*) endémique au Dahomey Gap.

« Nous disposons ici d'une aire communautaire de proximité, la marre d'Adjamé, où l'espèce emblématique protégée est l'hippopotame. Si nous permettons aux communautés de continuer la chasse, d'ici quelques années, l'hippopotame pourrait disparaître de cette partie du sud-ouest de notre pays. C'est pourquoi nous avons décidé d'accompagner cette communauté tout en nous fixant pour objectif d'impacter encore davantage les femmes pour des retombées indirectes », précise Abdou Salami Amadou.

Dans les départements du Mono et du Couffo, au sud-ouest du



Bénin, de nombreuses coopératives ont été soutenues, couvrant les aires communautaires de conservation de la biodiversité d'Adjamé (Djakotomey), du Lac Toho (Lokossa, Athiémé et Houéyogbé), de Naglanou (Athiémé) et de la Bouche du Roy (Grand-Popo). Cette bataille concerne également les trois nouvelles aires créées, à savoir le Chenal Gbaga (Grand-Popo), Avlékété-Djègbadji (Ouidah) et la Mare aux Crocodiles de Tannou (Aplahoué).

## **Des amazones de la biodiversité**

À travers ces coopératives, les femmes sont donc mises en avant, comme un rempart contre la dégradation des ressources naturelles. « Pour défendre un espace, il faut permettre aux communautés d'avoir des activités alternatives génératrices de revenu revenus. Nous avons alors soutenu plus de 250 microprojets, bénéficiant à plus de 3500 personnes, dont 75% sont des femmes. Dans le Couffo, malgré l'avancée de l'agriculture, ce sont les femmes qui accomplissent le travail. Grâce à ces activités génératrices de revenus, elles gagnent plus qu'en travaillant aux champs », souligne l'expert.

Ces microprojets apportent également des avantages en termes de réduction de la pauvreté, d'autonomisation des femmes, ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. À Agamè, dans la commune de Lokossa, près du Lac Toho, l'énergie déployée par les membres de la coopérative des transformateurs de produits agricoles en est une preuve tangible. Cette coopérative bien organisée, composée de 730 membres, s'emploie à valoriser les noix de palme produites par l'Union des Coopératives d'Aménagement Rural (UCAR).

Rien ne se perd ici, tout se transforme. De la matière première à la transformation, cette coopérative couvre toute la chaîne, avec des retombées significatives, pour l'autonomisation des femmes. « Nous disposons désormais de grandes machines qui nous aident à produire suffisamment

d'huile. Nous avons même un stock selon la période que nous vendrons au meilleur prix. Aujourd'hui, avec l'amélioration des conditions de production, nous avons un peu plus de moyens pour nourrir nos enfants », renseigne Philomène Adangnonnan, secrétaire générale de la coopérative des transformateurs des produits agricoles de Agamè. Cette résilience, ces femmes entendent la renforcer, même après la fin du projet en Décembre 2024.

**Fulbert ADJIMEHOSSOU**

---

## **Habitat Durable en Afrique : Voici la Feuille de Route des Acteurs Non-Étatiques adoptée**

*La Conférence Climate Chance Afrique 2023 qui s'est tenue pendant deux jours à Yaoundé a abouti à un moment historique pour l'avenir de l'habitat en Afrique. Réunissant 800 participants issus de 40 pays, cette conférence a vu l'adoption d'une Feuille de Route pour un Habitat Durable en Afrique – une première du genre.*



Cette Feuille de Route, élaborée au cours de plusieurs ateliers et de visioconférences préparatoires, se distingue par sa précision dans les propositions d'actions publiques. Elle trace un chemin clair vers un avenir où l'habitat en Afrique est synonyme de durabilité, de résilience et de prospérité pour ses habitants.

Il s'agit du renforcement du rôle des autorités locales: Les acteurs non-étatiques reconnaissent l'importance cruciale des autorités locales dans la mise en œuvre de politiques d'habitat durable. Il est essentiel de leur accorder les ressources nécessaires pour qu'elles puissent jouer un rôle central dans cette transformation.

Au sujet du développement de la planification et la gouvernance foncière, la Feuille de Route souligne la nécessité de développer des outils de planification et de gouvernance foncière pour soutenir les stratégies d'habitat durable.

Face à l'explosion démographique des mégalofoles africaines, la Feuille de Route propose de renforcer les villes moyennes

et d'améliorer les conditions de vie dans les zones rurales pour décourager l'exode rural.

Aussi, l'habitat informel doit être intégré dans les stratégies globales, avec un accent sur son amélioration progressive et la prévention de nouvelles constructions dans les zones de vulnérabilité.

Une véritable stratégie d'action climatique urbaine est préconisée pour éviter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cela devrait s'inscrire dans les contributions nationales déterminées des États africains.

Le besoin de soutenir les filières de l'éco-construction: Les filières de l'éco-construction et les savoir-faire de l'habitat traditionnel, adaptés au défi du changement climatique, doivent être soutenus pour favoriser des pratiques durables.

Pour relever ces défis, il est impératif de renforcer et de diversifier les financements. Cela implique d'intégrer les possibilités offertes par la finance climat et d'orienter les investissements des diasporas vers des stratégies de durabilité.

Cette Feuille de Route a déjà reçu un soutien significatif de la part des principaux réseaux de gouvernements locaux africains, d'organisations de la société civile engagées dans les questions d'habitat, ainsi que d'autres spécialisées dans ce domaine.

Lors de la clôture de la conférence, la Feuille de Route a été officiellement remise à la Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain du Cameroun, Célestine Ketcha Courtès, ainsi qu'au Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Georges Elanga Obam.

Ce document essentiel sera présenté lors de la COP28 à Dubaï et lors du 12ème Forum Urbain Mondial du Caire en 2024. La



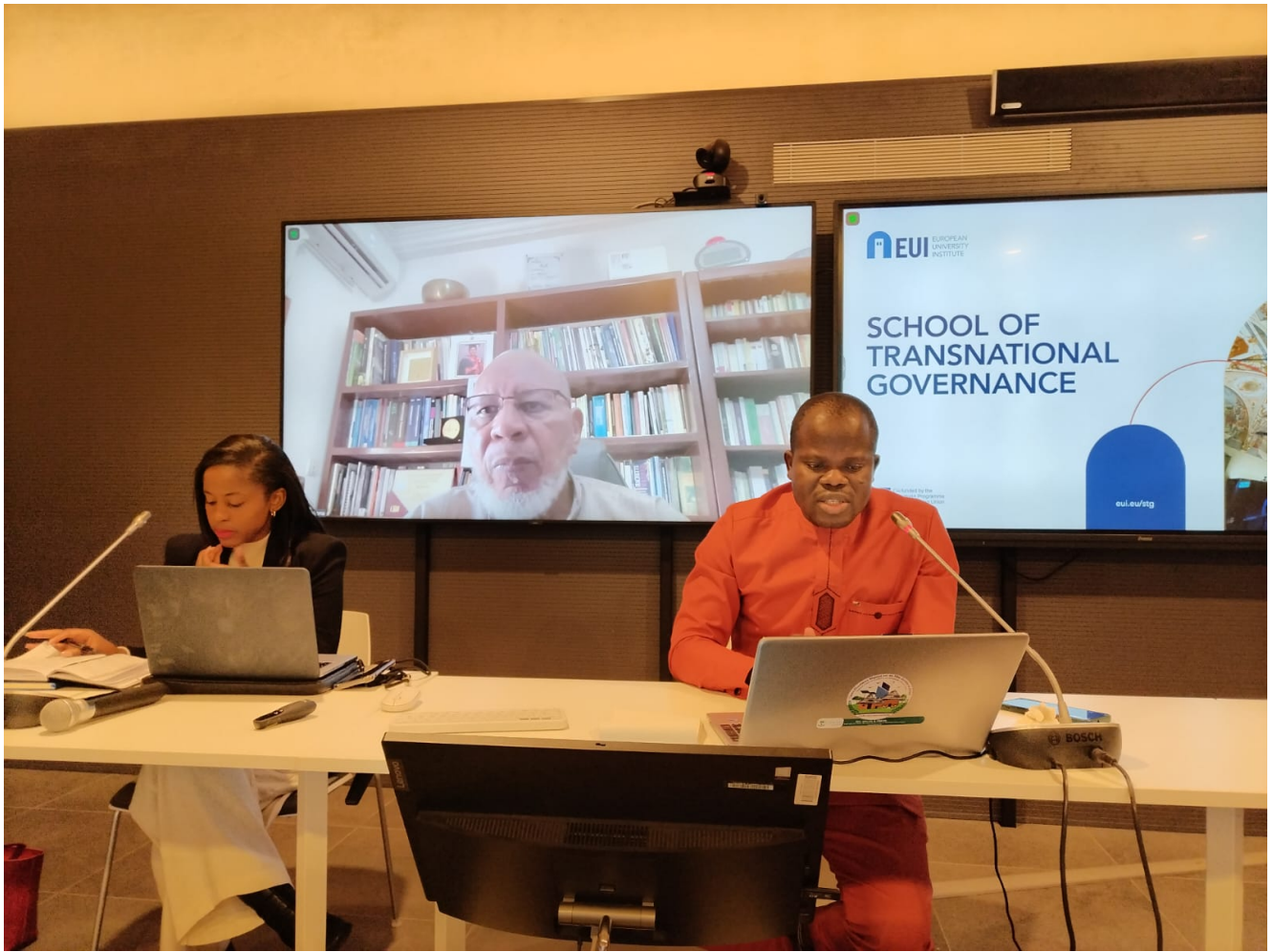
Conférence Climate Chance Afrique 2023 était un élément intégré dans la World Urban Campaign portée par UN-Habitat, renforçant ainsi l'engagement en faveur d'un habitat durable en Afrique.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Série des potentiels africains face aux enjeux climatiques: Jonas A. ATCHADE et d'autres éminents experts situent l'Afrique en Italie**

*Le mardi 24 octobre 2023, l'École Transnationale de Gouvernance (STG) de l'Institut Universitaire de l'Europe (EUI) a accueilli un panel de haut niveau dans le cadre de la série « Les potentiels Africains ». Cet événement a rassemblé d'éminentes figures pour discuter des défis et opportunités liés aux changements climatiques, à la migration, et à la transition énergétique en Afrique.*



Les intervenants de renom étaient le Professeur Titulaire Yacob Mulugetta, Directeur du Centre de formation sur les Énergies Renouvelables à l'Université de Londres, le Dr. Youba Sokona, vice-président du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) en charge du groupe de travail sur la transition énergétique et l'expert ATCHADE A. Jonas. Une session animée par Tuwilika Shaimemanya de Namibie.

Dans ses interventions, Jonas ATCHADE a abordé les questions relatives à la migration climatique, l'accentuation des risques climatiques sources des pertes et dommages récurrentes, la gouvernance des changements climatiques en Afrique et notamment les implications pour le continent, les défis liés à la paix, à la sécurité avec une interconnexions des aléas climatiques dans le Sahel.

Cet événement visait à mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique, à la migration et la gouvernance climatique ainsi que la transition juste sectorielle en

Afrique. Les discussions ont également examiné l'impact du changement climatique dans le contexte africain, le progrès social et ses indices en tenant compte de la croissance démographique et du développement des différentes régions africaines. Les experts ont échangé autour des opportunités offertes par la transition verte et de l'importance de l'énergie verte pour la sécurité énergétique de l'Afrique.

Au cours de l'événement, il a été abordé des questions plus approfondies liées à la gouvernance climatique en Afrique, en explorant les alternatives vers une gestion efficace du changement climatique sur le continent.

Notons que la série « Les potentiels des Africains » à Florence (Italie) a permis une réflexion approfondie sur ces enjeux climatiques et a mis en lumière les efforts et les attentes de l'Afrique. Cette initiative a permis de réunir des experts de renommée mondiale pour éclairer les débats et contribuer à la recherche de solutions face aux défis climatiques qui pèsent sur le continent africain.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Mise en œuvre de la  
Convention de Bâle : Vers une  
meilleure gestion des déchets  
d'équipements électriques et**

# électroniques au Bénin

*Du mardi 24 au jeudi 26 octobre 2023, la ville de Bohicon a abrité une importante rencontre d'information sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette rencontre animée par une équipe du ministère du Cadre de Vie, des Transports, et du Développement Durable, a réuni les praticiens, les cadres de la mairie, les ONG locales, quelques radios locales ainsi que des acteurs des structures déconcentrées, afin de garantir une meilleure gestion de ces déchets.*



Atelier de formation sur les DEEE à Bohicon

À l'instar de plusieurs autres pays, le Bénin est signataire de nombreuses conventions internationales, parmi lesquelles figure la Convention de Bâle, qui régit le mouvement transfrontière des déchets dangereux et leur élimination. Alors qu'ils sont classés parmi les déchets dangereux, les



déchets d'équipements électriques et électroniques se trouvent répandus dans l'ensemble du territoire béninois. Cette prolifération expose les populations à des risques de contamination chimique si les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas mieux gérés.

C'est pourquoi, le Ministère du Cadre de Vie, des Transports, en charge du Développement Durable dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, a prévu une activité spécifique dans le plan de travail annuel de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat. L'objectif de cette activité est d'informer et de former les acteurs opérant dans la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques sur le cadre juridique, l'état des lieux et les impacts sur la santé et l'environnement.



Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Docteure en Droit de l'environnement e cadre au Ministère du Cadre de Vie et du Transport en charge du Développement Durable, a exprimé sa satisfaction quant à la participation active des acteurs impliqués. Elle a souligné l'importance de briser l'ignorance qui entoure cette question cruciale. Ces acteurs, qui interviennent pour la plupart sans grand intérêt pour les équipements de protection individuels, ont montré un fort désir d'intégrer les informations reçues lors de la formation pour mieux contribuer à la gestion des déchets d'équipements

électriques et électroniques.

Durant trois jours, les participants ont pris connaissance des tenants et aboutissants de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ils se sont davantage impliqués à travers la rédaction d'un projet spécifique pour aborder de façon concrète la problématique.

*« J'ai acquis de précieuses informations sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au cours de cette formation »* a déclaré Solange SEFAN, chargée de programme à l'ONG IFÊ ALA JOBI. Elle compte partager avec ses pairs et les communautés les informations acquises.

Un vœu vivement souhaité par Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Cheffe de la mission de formation qui n'a pas manqué d'inviter les parties prenantes à relayer les informations acquises au sein de leurs différentes communautés. De la part de la mairie, elle attend un accompagnement toutes les fois que les acteurs voudront organiser des activités pour disséminer l'information au niveau des populations. Car a-t-elle soutenu, la mauvaise manipulation des déchets d'équipement électriques et électroniques est une source de contamination à la fois pour l'Homme et son environnement.

C'est pourquoi, la mission de formation qui a commencé à Parakou n'est pas prête de s'arrêter si tôt. Elle continue son périple à travers d'autres villes du Bénin pour une meilleure gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques au Bénin, contribuant ainsi au bien-être de la population et à la préservation de l'environnement.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Mobilité urbaine : Les nids de poule, un obstacle majeur sur la voie du développement à Parakou

*À Parakou, la fluidité de la circulation des personnes et des marchandises reste un enjeu crucial auquel les autorités et les citoyens sont confrontés quotidiennement. Si les chemins secondaires non bitumés sont déjà considérés comme des parcours du combattant pour les usagers, il est regrettable de constater que même les routes bitumées ne garantissent pas le confort attendu par les résidents.*



En effet, de nombreux tronçons bitumés à Parakou présentent des nids-de-poule, créant ainsi des risques considérables

d'accidents, en particulier pour les motocyclistes. Cette réalité déconcertante est évidente pour quiconque ose emprunter des routes telles que celle en face de la résidence du Préfet, la voie bitumée devant la station douane à Kpébié, ou encore les routes bitumées aux abords du stade municipal de Parakou.

Issiaka Abib, conducteur de taxi-moto, exprime son désarroi : « L'état de nos routes est désolant. C'est loin d'être une partie de plaisir pour nous, les Zémidjamins. Nous mettons nos vies en danger chaque jour en les empruntant. » De même, Bah Moussiou, un habitant résidant le long de l'une de ces voies, déplore le silence et l'inaction des autorités face à la dégradation avancée de ces routes : « Nous avons déjà soulevé ce problème, et nous continuerons de le faire, car notre quotidien est fortement perturbé par ces routes dégradées. »

Un technicien des Travaux Publics, Niberdas Fernando, explique que les nids-de-poule sur les chaussées et au milieu des routes bitumées ont de graves répercussions sur la sécurité et la commodité de la circulation. « Les piétons risquent de trébucher ou de chuter en traversant ces routes dégradées, mettant ainsi leur vie en danger. De plus, ces nids-de-poule entravent la fonctionnalité des routes, exposant ainsi les usagers à des conditions de circulation dangereuses », précise le jeune ingénieur en BTP.

Issiaka Abib, conducteur de taxi-moto, souligne également les effets néfastes de ces nids-de-poule sur les véhicules et la santé des conducteurs : « En plus de l'usure prématurée de nos motos due à l'état des routes, nous subissons des conséquences sur notre bien-être physique. »

Face à cette situation critique, il est impératif que les autorités municipales agissent rapidement pour alléger les souffrances de la population et faciliter la circulation des personnes et des biens. Ainsi, l'adage bien connu, « La route du développement passe par le développement de la route »,



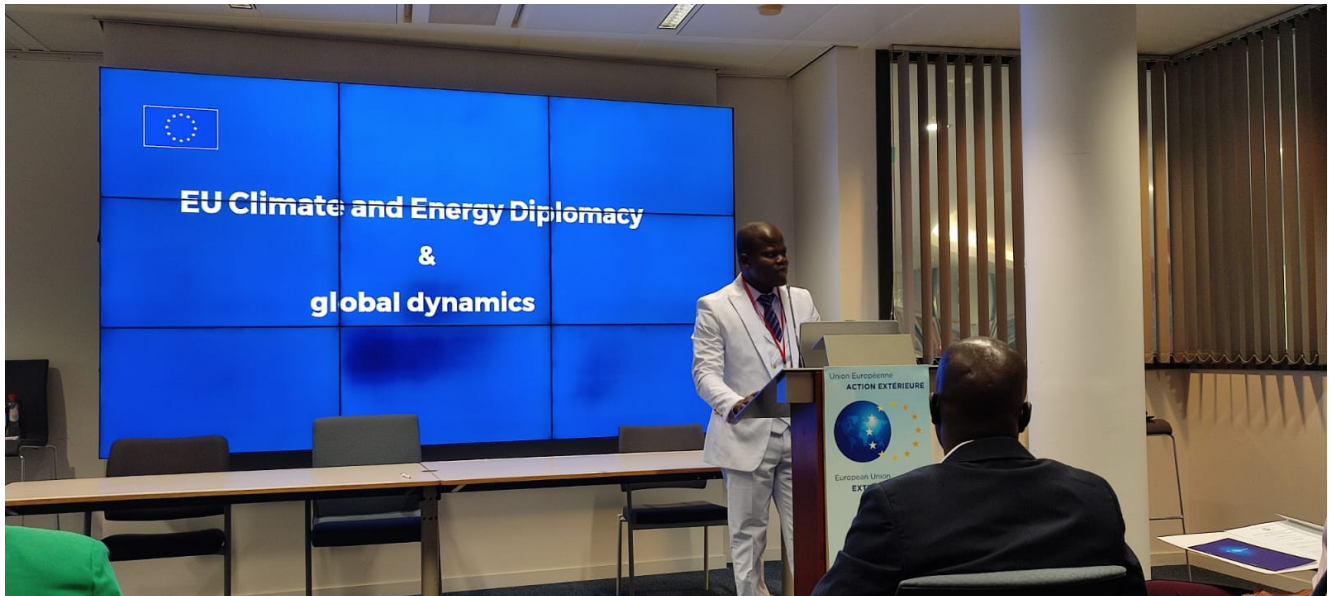
prendrait tout son sens dans la Cité des Koburu.

*Germain ALOZE (Stg)*

---

# **Diplomatie climatique et Transition énergétique : Les enjeux de l'Afrique exposés par l'Expert Béninois Jonas A. ATCHADE au Siège de l'Union Européenne**

*Le changement climatique est un défi mondial qui transcende les frontières nationales. Seule la diplomatie permet la coopération entre les nations pour aborder ce problème de manière collective. Au cœur de celle-ci se trouve, l'expert béninois, Jonas Assouhan Atchade qui prend part au programme Syllabus destiné aux Jeunes Leaders Africains. Un programme novateur qui forme des leaders en les décernant un diplôme de troisième cycle en mode hybride.*



L'Expert Jonas Assouhan ATCHADE

Au cours d'un séminaire qu'il a animé ce mercredi 18 octobre 2023 à Bruxelles au siège de l'Union Européenne, l'expert béninois a exposé les enjeux auxquels les pays africains sont confrontés en matière de changement climatique et de transition énergétique. Une communication de haut niveau en matière de diplomatie climatique, qu'il a déroulé devant de hauts dirigeants de l'Union Africaine et de l'Union Européenne, rassemblés pour discuter de ces problématiques.

Dans sa présentation sur la diplomatie climatique, l'expert a mis en évidence les gaps entre les négociateurs européens et africains et décrivant les stratégies climatiques de l'Union Européenne et de l'Union Africaine.

Il a souligné que pendant que l'Afrique se concentre sur des questions telles que l'adaptation aux changements climatiques, les pertes et dommages, ainsi que la transition énergétique équitable, l'Europe, en revanche, met l'accent sur l'amélioration de l'offre et de la qualité de l'énergie, les mécanismes de développement propre et vert, les marchés du carbone et les prix du marché.

Mais pour répondre aux besoins des couches et secteurs vulnérables aux changements climatiques, Jonas A. ATCHADE a expliqué qu'il est nécessaire d'ajuster les politiques

climatiques nationales au niveau africain. Il invite les pays africains à se préparer au nouveau mécanisme financier du fonds sur les pertes et dommages, dont les discussions au plus haut niveau ont évolué dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à travers le Comité de Transition sur le Mécanisme International de Varsovie.



**Jonas Assouhan ATCHADE**

Rappelons que Jonas A. ATCHADE est un consultant en changements climatiques et croissance verte à la Banque Africaine de Développement (BAD) et Chercheur associé en



Gestion des risques et finance climatiques au sein d’Africa Research and Impact Network (ARIN).

Il possède une solide formation académique, avec une maîtrise en sciences naturelles, un master en changements climatiques et développement durable, ainsi qu’une qualification en conception et mise en œuvre des politiques de développement, actuellement en cours à l’École Transnationale de Gouvernance (STG) de l’Institut Universitaire Européen (EUI) en Italie. Ajoutons qu’il est en phase finale de sa recherche en tant que doctorant au Centre d’Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique (CERViDA) de l’Université de Lomé.

L’expertise de Jonas A. ATCHADE n’est plus à démontrer au regard de son parcours et de son engagement ferme envers la résolution des défis climatiques en Afrique.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **L’ASCINB ET LES MEDIAS : LE MARIAGE PARFAIT POUR L’INTENSIFICATION DE LA NUTRITION AU BENIN**

*Après son lancement officiel, le dimanche 15 octobre 2023, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l’Intensification de la Nutrition au Bénin (CaNPIN), enregistre déjà une forte adhésion des médias à travers une mobilisation significative.*

*Des hommes et femmes des médias venus des quatre coins du Bénin et réunis en atelier à Grand-Popo les 17 et 18 octobre*

*2023, sur l'initiative de l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE.*



### Les Hommes des médias

L'objectif de cet atelier était de sensibiliser et de mobiliser les médias en faveur de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Au cours de ces deux jours, les participants ont été familiarisés avec les notions de base du plaidoyer et ses différentes étapes, la campagne et son déroulement. L'atelier a été un cadre pour les acteurs des médias qui ont collaboré et défini des actions concrètes à entreprendre dans le cadre de cette campagne pour la nutrition au Bénin.

L'un des points forts de l'atelier a été l'engagement des médias à soutenir activement l'ASCINB à travers son projet CASCADE pour garantir le succès de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Pour le Président de l'ASCINB, Aurélien ATIDEGLA, il est essentiel que cette campagne atteigne toutes les régions du

pays, avec une attention particulière portée à la sensibilisation des jeunes filles en âge de procréer et les enfants.

C'est pourquoi, ajoute-il, les médias doivent jouer un rôle essentiel dans la diffusion de l'information, en organisant des interviews et des débats sur des questions liées à la nutrition.

Au nom du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), Antoinette SAGBO a chaleureusement salué l'ASCINB pour son initiative. Elle a souligné que l'atelier a le mérite de renforcer les compétences des journalistes sur un sujet de grande importance comme la nutrition.

En ce qui concerne le projet CASCADE, il est mis en œuvre au Bénin dans 20 commune et vise à renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition existantes, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la réduction de la malnutrition. Il mérite d'être mentionné que ce projet est financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

La mobilisation des acteurs étant une étape cruciale dans la lutte contre la malnutrition et l'amélioration de la santé nutritionnelle, l'ASCINB et les médias font donc le mariage parfait pour réussir cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin.

***Megan Valère SOSSOU***

---



# Appauvrissement des sols : Vers les vers de terre, véritables fertilisateurs des sols

*Les humbles vers de terre, ces créatures souterraines qui passent souvent inaperçues, sont en réalité des acteurs clés dans la préservation de notre environnement. Ils sont bien plus que de simples créatures rampantes ; ce sont de véritables, fertilisateurs des sols dont le rôle est essentiel pour maintenir la santé des écosystèmes terrestres.*



*Des vers en activité*

Ces petits êtres inestimables sont responsables de la digestion, de la transformation, et de la régénération du sol, et ils jouent un rôle fondamental dans le maintien de sa structure grumeleuse.



Les vers de terre, ces insatiables tubes digestifs, sont capables d'ingérer des quantités incroyables de matière organique. On estime qu'ils peuvent consommer jusqu'à 400 tonnes de matière par hectare par an. En dix ans, ils ont la capacité de digérer complètement la couche arable d'un sol sur 25 centimètres de profondeur. Les populations de vers de terre sont constamment à l'œuvre, décomposant la litière végétale à la surface du sol et la transformant en boulettes fécales, appelées « turricules », qu'ils rejettent à la surface ou dans leurs galeries plus profondes. Ce processus permet de mélanger la matière organique et minérale du sol, créant ainsi des complexes organo-minéraux sous forme de micro-agrégats qui donnent au sol sa structure grumeleuse caractéristique.

Les vers de terre ont une réelle importance dans la régulation des écosystèmes. Ils sont classés en trois catégories : les épigés, les endogés, et les anéciques. Les épigés, les plus petits, travaillent à la surface en fragmentant le couvert végétal. Les endogés, de taille moyenne, vivent sous terre, se nourrissent de matière organique déjà dégradée, et créent des réseaux de galeries horizontales. Les anéciques, les plus grands vers de terre, forment des galeries verticales profondes, jusqu'à trois mètres de profondeur, facilitant l'aération du sol et la pénétration des eaux. Ils sont également essentiels pour approfondir la couche arable.

Cependant, ces précieux architectes du sol sont en danger. La pratique agricole intensive, notamment le labour systématique, menace leur habitat. La charrue est leur ennemi numéro un, car elle détruit leurs galeries et les enfouit. La disparition des vers de terre a des conséquences néfastes sur la structure du sol, la rétention de l'eau et la biodiversité. Les pratiques agricoles qui préservent ces ingénieurs du sol sont devenues cruciales pour la santé de nos écosystèmes.

L'abandon progressif du labour est l'une des solutions préconisées pour préserver ces populations de vers de terre. Les agriculteurs qui adoptent des techniques culturales

simplifiées constatent des économies significatives en coût de mécanisation, une amélioration de la santé du sol, et une réduction de l'utilisation d'engrais. Le non-labour favorise également le stockage du carbone dans la matière organique, contribuant ainsi à la lutte contre les changements climatiques.

Il est temps de reconnaître l'importance des vers de terre dans la préservation de nos sols et de promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de ces précieux alliés. En multipliant les pratiques positives, nous pouvons aider à inverser la tendance à la diminution de ces ingénieurs du sol, assurant ainsi la santé de nos écosystèmes et la durabilité de notre agriculture.

Ces informations sont des compilations des savoirs partagés par Guy Richard, Ancien Directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique. Et Frédéric Thomas, agriculteur, directeur de la revue Techniques culturelles simplifiées.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU PROJET BENKADI AU BÉNIN: ZAKPOTA ET QUINHI ENGAGÉES DANS L'ACTION**

*L'Intégration de l'Approche Basée sur l'Écosystème (AbE) dans les Plans de Développement Communal (PDC) au cœur d'importantes rencontres dans les communes de Ouinhi et de Za-*

Kpota.

*Dans le cadre de la mise en œuvre du projet BENKADI Bénin dans la commune d'Ouinhi et de Zakpota, une séance de sensibilisation et de formation s'est tenue du 28 au 29 septembre 2023. Ces différentes rencontres ont été marquées par la présence des élus locaux et autorités politico administratives, le Point Focal de la PASCIB, et la Directrice Exécutive de l'Organisation pour le Développement Durable et la Biodiversité (ODDB), l'Organisation de mise en œuvre du projet BENKADI à Ouinhi et Za-Kpota.*



Séance de travail

Au cours de ces deux jours, plusieurs activités, telles que des communications et des travaux de groupe, ont été organisés, notamment la présentation de l'ODDB et du projet BENKADI, des exposés sur les stratégies l'Approche Basée sur l'Écosystème (AbE), les études de cas AbE et les besoins en actions. Il s'est agi de l'identification des écosystèmes à

restaurer ou protéger, et l'intégration des stratégies de l'Approche Basée sur l'Écosystème (AbE) dans le Plan de Développement Communal des différentes communes.

Cette séance a permis aux participants de mieux comprendre les avantages des stratégies AbE pour la commune, les populations, les écosystèmes et la biodiversité, ainsi que l'importance de la collaboration entre les acteurs locaux et les structures impliquées.

Sé  
an  
ce  
de  
Za  
kp  
ot  
a  
El  
ab  
or  
at  
io  
n  
du  
Pl  
an  
de  
Dé  
ve  
lo  
pp  
em  
en  
t  
Co  
mm



Séance de Ouinhi



*un  
al  
(P  
DC  
)  
Ma  
ir  
ie  
s  
et  
ca  
bi  
ne  
ts  
mi  
eu  
x  
in  
fo  
rm  
és  
à  
Za  
kp  
ot  
a  
et  
à  
Ou  
in  
hi*

Dans le but de mieux informer les mairies de Zakpota et de Ouinhi, et le cabinet de consultation, chargé de l'élaboration du Plan de Développement Communal (PDC) sur les mesures et stratégies AbE. Pour y arriver, des séances de sensibilisation ont été organisées le mardi 3 et mercredi 4 octobre 2023

respectivement à Za-Kpota et à Ouinhi par l'Organisation pour le Développement Durable et la Biodiversité (ODDB ONG) qui met en œuvre le projet BENKADI dans la zone.



Au  
me  
nu  
de  
s  
éc  
ha  
ng  
es  
,  
la  
pr  
és  
en  
ta  
ti  
on  
de  
s  
ré  
su  
lt  
at  
s  
de  
l'  
en  
qu  
êt  
e  
su  
r

le  
s  
me  
su  
re  
s  
l'  
Ap  
pr  
oc  
he  
Ba  
sé  
e  
su  
r  
l'  
Éc  
os  
ys  
tè  
me  
(A  
bE  
)  
ad  
op  
té  
es  
,  
le  
s  
co  
mm  
un  
ic  
at

ions  
ns  
su  
r  
le  
s  
st  
ra  
té  
gi  
es  
l'  
Ap  
pr  
oc  
he  
Ba  
sé  
e  
su  
r  
l'  
Éc  
os  
ys  
tè  
me  
(A  
bE  
)  
et  
l'  
id  
en  
ti  
fi  
ca



ti  
on  
d'  
in  
di  
ca  
te  
ur  
s  
vé  
ri  
fi  
ab  
le  
s  
de  
s  
st  
ra  
té  
gi  
es  
l'  
Ap  
pr  
oc  
he  
Ba  
sé  
e  
su  
r  
l'  
Éc  
os  
ys  
tè

me  
(A  
bE  
).

Les participants ont saisi l'opportunité d'identifier les indicateurs de suivi et d'évaluation des activités du PDC tenant compte des stratégies Approche basée sur les Ecosystèmes. Ils ont également mis à jour le répertoire des acteurs à impliquer dans les activités de renforcement des capacités.

Ces différentes séances ont été marquées par la présence des élus locaux et des principaux acteurs impliqués dans le projet.

***Megan Valère SOSSOU***